



ILERI - DÉFENSE

Lutte d'influence au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)

Richard Sourdot - Membre du pôle Eurasie -
12 mars 2016



En plus des 6 membres fondateurs de l'Organisation de Coopération de Shanghai que sont le Kazakhstan, la Chine, le Kirghizistan, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, l'OCS comptera fin 2016 deux membres à part entière supplémentaires, le Pakistan et l'Inde.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), organisation intergouvernementale surnommée d'« *Otan¹ orientale* »², de « *nouveau pacte de Varsovie* »³ ou même de « *Club des dictateurs* »⁴, a été créée le 15 juin 2001 par les représentants de six pays que sont la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Cette organisation intergouvernementale régionale asiatique est une structure complexe au large éventail de domaines de compétences comme l'attestent ses ressorts en matière de politique, d'économie, de culture et d'éducation. C'est toutefois la coopération en matière de sécurité qui, aujourd'hui, est la plus avancée.

Cette union de puissances fait l'objet de nombreux débats politiques. Des chercheurs comme Sébastien Peyrouse et Marlène Laruelle considèrent l'OCS comme un moyen pour des États partageant une inimitié traditionnelle de coopérer davantage. D'autres considèrent l'organisation comme une preuve de « *l'expression de l'hégémonisme russo-chinois au cœur du vieux continent* »⁵. Il s'agirait alors d'une alliance stratégique entre le pays le plus vaste du monde et la deuxième économie mondiale afin d'être apte à rivaliser contre les velléités occidentales consistant à imposer leur vision du monde. Selon les deux spécialistes Sébastien Peyrouse et Marlène Laruelle, l'organisation serait vite devenue antioccidentale pour deux raisons. La première raison serait le bombardement de la Serbie débuté le 23 mars 1999 sans autorisation du Conseil de Sécurité de l'ONU. La deuxième raison serait le bombardement aérien par erreur de l'ambassade de Chine à Belgrade le 7 mai 1999. Cependant, même au sein de l'OCS des rivalités existent, notamment entre

¹ Organisation du traité de l'Atlantique nord

² Critiques courantes formulées par les hommes politiques américains et experts européens

³ Idem

⁴ Idem

⁵ Laruelle (M.), Peyrouse (S.), « Recomposition géopolitique sur le vieux continent ? L'Organisation de coopération de Shanghai ». La Revue internationale et stratégique, n°72, hiver, 2008-2009, p : 181-190.

la Russie et la Chine. Les enjeux de l'OCS sont en effet considérables car ces pays (les pays-membres, les pays-observateurs, les partenaires de dialogue) représentent 50% de la population mondiale, 25% de la terre ferme et 25% du PIB mondial⁶. De plus, en ce qui concerne les matières premières, 25% des réserves mondiales de pétrole et 50% des réserves de gaz et d'uranium se trouvent sur le territoire des pays membres de l'OCS⁷.

En quoi malgré une lutte d'influence sino-russe en Asie centrale, l'Organisation de coopération de Shanghai permet-elle à chaque membre de défendre des intérêts communs?

D'abord, il est intéressant de voir les différentes visions que l'on prête à l'organisation selon que l'on se trouve en Occident ou dans les territoires de l'organisation. Ensuite, il sera judicieux de s'interroger sur le cadre initial de la mise en place de l'OCS afin de saisir les intérêts de chacun. Enfin, il sera pertinent de discuter de la lutte d'influence sino-russe dans leurs perspectives eurasiatiques.

Visions occidentales et visions des pays-membres sur l'établissement de l'OCS

Bien que l'Organisation de coopération de Shanghai soit une création récente, elle n'en est pas moins déjà devenue une organisation considérée par les experts européens comme à la fois « efficace » et « dangereuse ». Différents points de vue existent quant aux objectifs de l'OCS. Les pays occidentaux considèrent l'organisation intergouvernementale comme moyen de contrebalancer les influences à la fois de l'Otan et des États-Unis dans la région de l'Asie centrale. En 2014, le quotidien russe *Nezavissimaïa Gazeta* expliquait que l'Organisation du traité de

⁶ NICHARAPOVA Jildiz, L'OCS a-t-elle un avenir ? L'Organisation de coopération de Shanghai : théorie(s) et pratique(s), Diploweb.com la revue géopolitique [en ligne], <http://www.diploweb.com/L-OCS-a-t-elle-un-avenir.html#nh5>, consulté le 15 février 2016

⁷ Idem

l'Atlantique nord « *s'immisce activement* »⁸ dans les infrastructures militaires d'Asie centrale. Il est vrai qu'elle possédait entre autres à l'époque une base militaire à Manas au Kirghizistan, qu'elle a quittée depuis. En outre, l'Otan a développé depuis 1992 une coopération en matière de défense avec l'Ouzbékistan et tout le haut commandement des armées de la région a été formé aux États-Unis. Ainsi l'Otan peut s'appuyer, comme le poursuit le quotidien, sur « *un lobby militaire pro-occidental dans ces pays* »⁹. Selon les occidentaux, les deux plus grandes puissances de l'organisation, la Chine et la Russie, souhaiteraient à travers l'OCS, contester l'influence des États-Unis dans le monde. Ces mêmes puissances souhaiteraient contrecarrer l'idée d'unipolarité du monde. D'ailleurs, l'ancien ministre russe des affaires étrangères entre 1996 et 1998, Evgueni Primakov, insistait sur l'établissement d'un monde multipolaire car selon lui le monde unipolaire n'a par le passé jamais existé et ne peut donc pas être viable aujourd'hui.

De leur côté, les pays-membres de l'Organisation de coopération de Shanghai réfutent la thèse de l'anti-occidentalisme. Ils défendent l'OCS comme étant une organisation intergouvernementale créée pour solidifier la sécurité régionale, consolider la coopération politique et humanitaire ainsi que pour aviver les échanges économiques entre ses pays-membres. Ces pays insistent sur le côté indispensable de la coopération entre ces derniers dans la mesure où agir ensemble est considéré comme plus efficace pour renforcer sa position.

L'OCS comme contrepoids de l'Occident pour l'établissement d'un monde multipolaire

Plusieurs raisons parlent aujourd'hui en faveur d'un rapprochement entre Moscou et Pékin. D'un côté, à l'Ouest, il y a les tensions entre les russes et les Occidentaux qui se sanctionnent mutuellement économiquement. D'un autre côté, à

⁸ ENGOIAN Alda, Asie centrale. L'Otan ouvre un bureau à Tachkent Courrier International [en ligne], 16 mai 2014, <http://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/2014/05/16/l-otan-ouvre-un-bureau-a-tachkent>, consulté le 22 février 2016

⁹ Idem

l'Est, il y a les ambitions territoriales chinoises au Pacifique comme le démontre la construction en 2015 de deux bases aéronavales autour des îles Spratly, mais aussi dans certains pays d'Asie, ce qui là aussi entraîne des retombées négatives sur les relations sino-américaines. En ce sens, l'entente sino-russe au sein de l'OCS est essentielle. À travers cette coopération, Moscou voit même un moyen de contrer la suprématie américaine. Toutefois, la Russie, désirant vivement renforcer sa zone d'influence et voyant que l'OCS ne dépasse pas le stade du forum de coopération, profite de l'OCS pour pallier les insuffisances de la Communauté des États indépendants (CEI). L'Union économique eurasienne, qui a succédé le 1er janvier 2015 à la Communauté économique eurasiatique, complète quant à elle le projet russe de développement d'une sphère d'influence en Asie centrale.

Déjà à l'époque, en 1996, Boris Eltsine avait créé une structure similaire, le « groupe de Shanghai », afin de créer un « *partenariat stratégique* » avec Pékin. Ce partenariat aurait concerné le transfert de technologies nucléaires civiles, l'exploitation de ressources énergétiques ou encore la coopération militaro-industrielle. Il est intéressant de se rappeler que la raison de la création de cette structure, sans fonction administrative, était le même que celle de l'OCS : contrer l'hégémonie américaine.

Il s'agit tout simplement de l'application de la « *doctrine Primakov* »¹⁰, comme l'a indiqué Poutine lors d'un discours à Munich le 10 février 2007. Primakov, ministre des affaires étrangères russe de 1996 à 1998 et chef du gouvernement de 1998 à 1999, s'appuyait sur un jeu de relations triangulaires avec Pékin et New Delhi afin de rehausser l'image de la puissance russe. Rien que d'un point de vue militaire, les échanges commerciaux sont considérables. Jusqu'en 2005, les ventes d'armes représentent les neuf dixième des importations chinoises provenant de Russie et la moitié des exportations russes vers l'empire du milieu. Mais depuis, les échanges concernant ce secteur diminuent, la Chine souhaitant des transferts de technologies,

¹⁰ Jean-Sylvestre Montgrenier, « L'Organisation de coopération de Shanghai : Lutte d'influence entre Moscou et Pékin pour l'Asie centrale », *Diplomatie Magazine* juillet août 2014, page 62

ce qui déplait aux russes. En revanche, en termes de coopérations énergétiques, les échanges s'intensifient. De longues négociations ont abouti en mai 2014 sur un accord sino-russe à 400 milliards de dollars¹¹. Il s'agit de la réalisation d'un oléoduc reliant Angarsk en Sibérie Orientale à Daqing en Mandchourie. Dans le cadre de cet accord, la Russie vend à la Chine son gaz 350 dollars le millier de mètres cubes. Les négociations portent également sur la réalisation de deux autres gazoducs en Extrême-Orient. Alors même que les Occidentaux discutent d'une troisième phase de sanctions envers la Russie, la réussite de ces négociations est l'image d'une victoire du pays le plus vaste du monde. « *C'est un beau succès pour Poutine, qui pourra se targuer en rentrant à Moscou d'avoir réussi à conclure des négociations qui traînaient depuis plus de dix ans* »¹², a noté un chercheur, Raffaello Pantucci du *Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (RUSI)*, un institut britannique. « *Cette signature pourrait symboliser une transition importante, qui voit se parachever, tant au point de vue économique que géopolitique, le détournement de la Russie de l'Ouest vers l'Est.* » a noté la BBC¹³.

Mais la coopération sino-russe porte également sur les pays d'Asie centrale. En 1996, le groupe de Shanghai était composé de la Russie, la Chine, le Tadjikistan, le Kazakhstan et le Kirghizistan. Au sein du groupe, les négociations portent principalement sur les accords frontaliers entre les pays membres qui se partagent les 8000 kilomètres de frontières communes les uns avec les autres. Ces États membres coopèrent également sur la lutte contre « *l'extrémisme, le terrorisme et le séparatisme* ». Ces termes renvoient aux extrémistes Tchétchènes pour les russes comme aux Ouïgours¹⁴ pour les chinois voir aussi aux mouvements d'oppositions dans les pays membres des régimes autoritaires-patrimoniaux. Avec l'adhésion de

¹¹ Gaz : un accord à 400 milliards de dollars entre la Chine et la Russie, Le Monde [en ligne], http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/05/21/gaz-mega-accord-entre-la-chine-et-la-russie_4422950_3244.html, consulté le 22 février 2016

¹² Idem

¹³ Idem

¹⁴ Peuple turcophone musulman sunnite vivant dans la province du Xinjiang

l'Ouzbékistan le groupe s'est donné le nom d'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) le 26 avril 2001. L'Inde et le Pakistan sont membres à part entière à partir de 2016. Egalement, la Biélorussie en 2015, la Mongolie en 2004, l'Iran en 2005 et l'Afghanistan en 2012 sont devenus « États observateurs ». Le Sri Lanka depuis 2009 et la Turquie depuis 2012 sont devenus États partenaires de discussions. De même pour l'Afghanistan, la Biélorussie, le Cambodge, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et le Népal¹⁵. Le secrétariat de l'OCS se situe à Pékin tandis que Tachkent en Ouzbékistan accueille la *RATS (Structure Anti-Terroriste Régionale)*.

Des rivalités persistent au sein de la coopération

Les pays membres de cette coopération n'utilisent pas leur appartenance aux mêmes fins. Russie et Chine prônent un discours « anti hégémonique » envers Washington. Au sein de cette coopération, cette critique a débuté en 2001 avec l'opération « *Enduring Freedom* »¹⁶ en Afghanistan. En effet, les pays belligérants disposaient d'une base militaire en Ouzbékistan jusqu'en 2005 en plus de celle de Manas au Kirghizistan. Cette critique n'est qu'une conséquence de la politique du *soft balancing* tant désirée par la Russie. Cette politique consiste en un rééquilibrage des forces en sa faveur en Asie centrale par des moyens non militaires. Moscou souhaite « *contrôler la poussée énergétique et commerciale* »¹⁷ chinoise sur ses territoires. La Russie affirmerait ainsi sa puissance eurasiatique et garderait la main mise sur les enjeux sécuritaires régionaux. En même temps, afin d'affirmer sa puissance, la Russie utilise d'autres partenariats plus ou moins développés comme la CEI (Communauté des États indépendants), une union douanière avec la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Arménie et la Biélorussie, mais également l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) a comme membres la Russie, le Kazakhstan, la Biélorussie, le Tadjikistan, le Kirghizistan en

¹⁵ Jean-Sylvestre Montgrenier, « L'Organisation de coopération de Shanghai : Lutte d'influence entre Moscou et Pékin pour l'Asie centrale », *Diplomatie Magazine* juillet août 2014, page 63

¹⁶ *Idem*

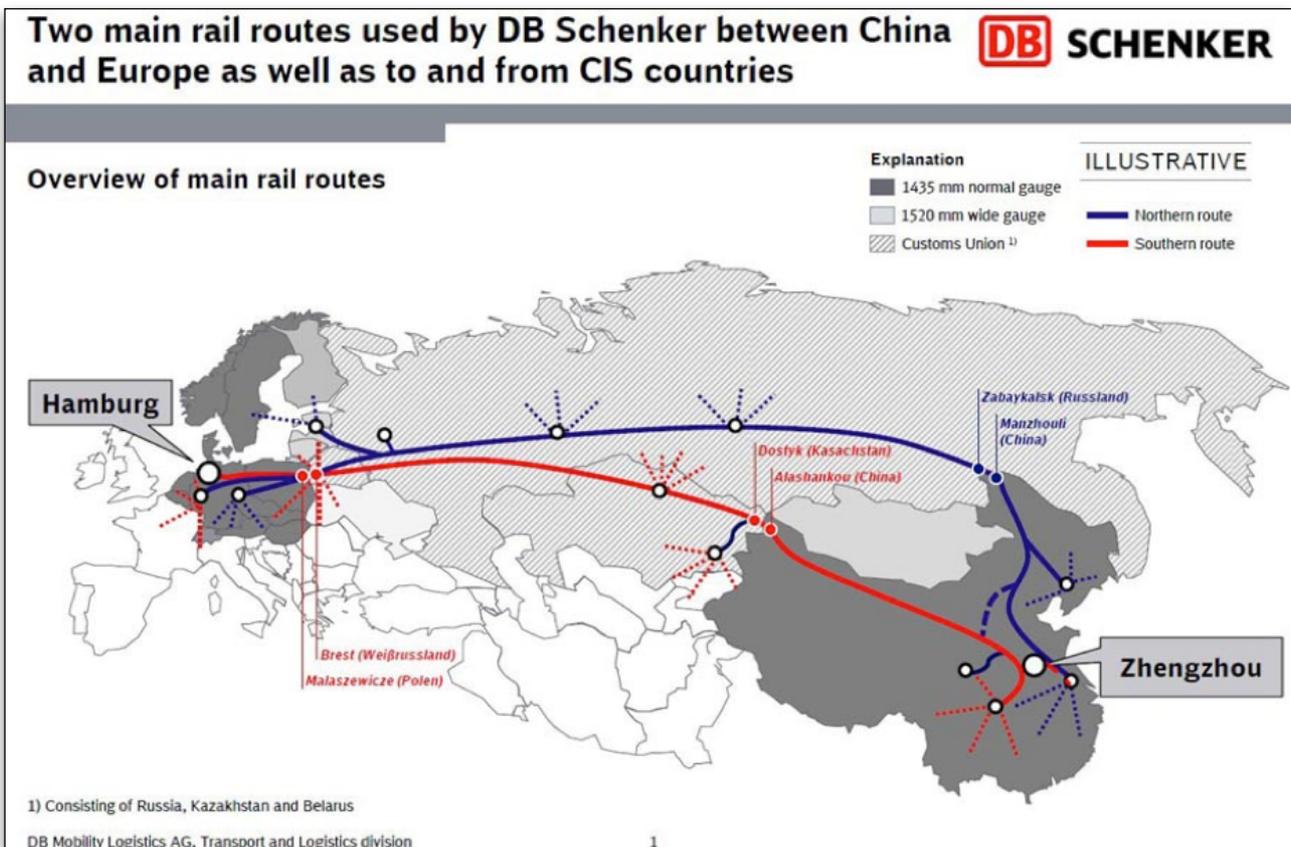
¹⁷ *Idem*

tant que membres à part entière et la Serbie en tant qu'État observateur. L'objectif de l'Organisation est de créer un parapluie sécuritaire entre ces pays malgré les différends qui les opposent. Depuis 2011 des documents de planification militaire existent entre ces pays. L'objectif à très court terme pour Poutine consiste à faire de la Russie et de Moscou le centre névralgique de l'Union eurasienne.

La Chine, quant à elle, souhaite renforcer les liens bilatéraux qu'elle entretient avec les pays d'Asie centrale afin de créer une véritable plate forme d'influence chinoise au centre de l'Asie. De cette manière, elle pourra augmenter ses importations de pétrole provenant de la mer Caspienne. La Chine sera donc en mesure de promouvoir ses exportations entre autres de biens manufacturés ou encore de ses connaissances en ingénierie et BTP. Les territoires d'Asie centrale entrant dans l'OCS font partie intégrante de la route de la soie, le Turkestan oriental (Xinjiang) faisant office de pivot. Les responsables politiques chinois sont d'avis que la Chine a des enjeux sécuritaires dans la région, or ce type d'enjeux constitue les objectifs premiers de l'OCS. Pour cette raison, de nombreux experts considèrent la Chine comme moteur de l'OCS malgré la diplomatie publique active russe. Pour les pays de l'Asie centrale comme le Kazakhstan, l'objectif est de promouvoir une diplomatie multi vectorielle afin de renforcer leur indépendance, la Chine jouant le rôle de contrepoids. De plus, la Chine, avide de ressources énergétiques, constitue un débouché majeur, que ce soit pour le Kazakhstan, l'Ouzbékistan ou le Turkménistan. Le col d'Alataw aussi appelé Porte de Dzoungarie et qui se situe dans le corridor entre l'Altaï et les monts Tien-Chan, est aujourd'hui traversé par de nombreux oléoducs et gazoducs. Le gouvernement chinois promet en retour d'investir localement dans le développement des infrastructures faisant défaut dans la région. Par exemple, en 2012 la Chine a proposé 10 milliards de dollars de prêts aux pays membres de l'OCS, la formation de 1 500 experts¹⁸ en moins de cinq ans ainsi que la mise en place de 3 000 bourses

¹⁸ Jean-Sylvestre Montgrenier, « L'Organisation de coopération de Shanghai : Lutte d'influence entre Moscou et Pékin pour l'Asie centrale », *Diplomatie Magazine* juillet août 2014, page 63

gouvernementales et la construction de différents centres culturels chinois, les centres Confucius.



La route principale de la soie passe près du col d'Alataw entre la Chine et le Kazakhstan¹⁹

Les manœuvres militaires organisées communément entre pays de l'OCS ne sont pas comparables à celles d'une « *Otan eurasiatique* ». En effet, il n'existe pas, au sein de l'OCS, de clause comparable à celle de l'article 5 de l'Otan sur la défense collective, celle-ci constituant la « *pierre angulaire* »²⁰ de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord de 1949. De plus, au sein même de l'OCS, les rivalités sont

¹⁹ « Trade with Europe on fast track », http://www.chinadaily.com.cn/bizchina/2013-10/30/content_17068430.htm, 30 octobre 2013, consulté le 28 février 2016

²⁰ Jean-Sylvestre Montgrenier, « L'Organisation de coopération de Shanghai : Lutte d'influence entre Moscou et Pékin pour l'Asie centrale », *Diplomatie Magazine*, juillet août 2014, page 63

multiples. Les russes souhaitent, certes, développer des liens militaires entre l'OCS et l'OTSC, mais ceci en jouant sur leur influence déjà bien installée au sein des anciens pays du bloc soviétique. La Russie a toujours soutenu la candidature de l'Inde²¹ au sein de l'OCS. Cette adhésion pourrait contrer l'influence grandissante de la Chine au sein de l'Organisation. De son côté, la Chine a toujours promu la candidature du Pakistan²² dont on connaît les différends avec son voisin indien. Ces deux États de l'ancien Raj britannique²³ seront membres de l'organisation à partir de 2016. En outre, lors du sommet de l'OCS à Oufa le 10 juillet 2015, la Biélorussie a été élevée du statut de simple partenaire de dialogue à membre observateur, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, le Cambodge et le Népal devenant partenaires au dialogue.



En 2015, le président russe Vladimir Poutine présidait à Oufa le sommet de l'OCS

²¹ Candidat à partir de 2014

²² Candidat à partir de 2006

²³ L'ancien empire des Indes

La vision eurasiatique des enjeux russes

Les résultats de l'OCS ne satisfont pas les vellétés géopolitiques russes qui en font le « *Grand Autre* »²⁴ de l'Occident. Malgré les doutes quant à l'avenir de l'OCS, la coopération est un sujet de convergences diplomatiques sino-russes, que ce soit sur l'avenir de la Syrie ou de la coopération économique avec l'Iran. De plus, l'Afghanistan devient un champ de coopération après treize années de guerre, coopération aujourd'hui surtout tournée vers la lutte contre les narco trafiquants. Mais la Russie ne néglige pas les intérêts de la Chine qui lorgne sur les espaces territoriaux et les ressources naturelles ; celles-ci sont en effet élevées en Sibérie. Cependant, les relations difficiles entre la Russie et l'Occident depuis le conflit ukrainien mène la Russie à nouer des liens plus étroits avec les puissances asiatiques. De plus, la doctrine de « *l'étranger proche* »²⁵ associée à la volonté de la Russie de devenir une puissance eurasiatique en font, selon Hélène Carrère d'Encausse²⁶, « *un pays d'Europe dont la puissance est asiatique* ». L'historienne soviétologue parle de « *la Russie entre deux mondes* »²⁷ qui a accéléré la formation de l'Union eurasiatique. Cette Union permet à la Russie de développer ses liens avec les pays d'Asie centrale afin d'avoir leur sort entre ses mains. Il se pourrait finalement que pour la Russie, l'OCS joue uniquement le rôle de « *structure d'attente* »²⁸ afin de permettre la

²⁴ Jean-Sylvestre Montgrenier, L'Organisation de coopération de Shanghai : Lutte d'influence entre Moscou et Pékin pour l'Asie centrale, *Diplomatie Magazine* juillet août 2014, page 64

²⁵ Zone tampon comprenant l'ensemble des quatorze anciennes républiques soviétiques non russes.

²⁶ Hélène Carrère d'Encausse, « La Russie entre deux mondes », *Valeurs Actuelles* [en ligne], 12 juin 2010, http://www.lespectacle dumonde.fr/index.php?option=com_content&view=article&catid=36:coupdecoeur&id=316:coupdecoeur568, consulté le 3 mars 2016

²⁷ Hélène Carrère d'Encausse, *La Russie entre deux mondes*, Fayard, 2010, 336 pages

²⁸ Jean-Sylvestre Montgrenier, L'Organisation de coopération de Shanghai : Lutte d'influence entre Moscou et Pékin pour l'Asie centrale, *Diplomatie Magazine* juillet août 2014, page 63

reconstitution de son influence perdue lors de ce qu'elle considère comme « *la plus grande catastrophe géopolitique du siècle dernier* »²⁹.

Par Richard Sourdot

Membres du pôle Eurasie,

Étudiants en *Bachelor* 3 de l'ILERI.

²⁹ Poutine dans un discours à la Nation prononcé en 2005.

Bibliographie :

Magazine :

Jean-Sylvestre Montgrenier, « L'Organisation de coopération de Shanghai : Lutte d'influence entre Moscou et Pékin pour l'Asie centrale », *Diplomatie Magazine* juillet août 2014

Sites internet :

« Elargissement possible de l'accord de coopération de Shanghai », *Mediapart* [en ligne], 6 juillet 2016, <https://www.mediapart.fr/journal/international/060715/elargissement-possible-de-laccord-de-cooperation-de-shanghai>, consulté le 19 février 2016

ENGOIAN Alda, « Asie centrale, L'Otan ouvre un bureau à Tachkent », *Courrier International* [en ligne], 16 mai 2014, <http://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/2014/05/16/l-otan-ouvre-un-bureau-a-tachkent>, consulté le 22 février 2016

Hélène Carrère d'Encausse, « La Russie entre deux mondes », *Valeurs Actuelles* [en ligne], 12 juin 2010, http://www.lespectacledumonde.fr/index.php?option=com_content&view=article&catid=36:coupdecoeur&id=316:coupdecoeur568, consulté le 3 mars 2016

Hélène Carrère d'Encausse, *La Russie entre deux mondes*, Fayard, 2010, 336 pages

NICHARAPOVA Jildiz, « L'OCS a-t-elle un avenir ? L'Organisation de coopération de Shanghai : théorie(s) et pratique(s) », *Diploweb.com la revue géopolitique* [en ligne], <http://www.diploweb.com/L-OCS-a-t-elle-un-avenir.html#nh5>, consulté le 15 février 2016

« La Russie élargit son cercle d'alliés », *Sputnik* [en ligne], 11 septembre 2015, http://fr.ria.ru/presse_russe/20140911/202399080.html, consulté le 29 février 2016

« L'OTSC procède à la planification militaire », *Sputnik* [en ligne], 21 décembre 2011 <http://fr.sputniknews.com/opinion/20111221/192811837.html>, consulté le 19 février 2016

« L'Inde et le Pakistan à l'OCS, le processus d'adhésion lancé au sommet d'Oufa », 7 juillet 2015, *Sputnik* [en ligne], <http://fr.sputniknews.com/international/20150707/1016875976.html>, consulté le 20 février 2016

« Vladimir Poutine parle à la presse au terme du sommet de l'OCS », *Reseau International* [en ligne], <http://reseauinternational.net/vladimir-poutine-parle-a-la-presse-au-terme-du-sommet-de-locs/>, consulté le 1 mars 2016